

Coordinateur (trice) de projet : Réforme du système judiciaire – TUNISIE

- Lieu d'affectation: **Tunis, Tunisie**
- Statut: **CDD 12 mois (renouvelable)**
- Clôture des candidatures: **30/11/2020**
- Entrée en fonction: **Décembre 2020**



Notre organisation

Avocats Sans Frontières (ASF) est une organisation non gouvernementale internationale créée en Belgique en 1992. ASF est spécialisée dans le développement de projets de promotion et de soutien à l'accès à la justice, la réalisation des droits humains et de l'état de droit dans des pays en situation de post conflit et/ou développement. ASF a des bureaux en RD Congo, Ouganda, Tunisie, Maroc, République centrafricaine et en Indonésie.

Contexte et mission

Active en Tunisie depuis février 2012, ASF vise à renforcer les acteurs de la société civile travaillant dans le secteur de l'aide légale, de la justice transitionnelle et de la mise en place des réformes, afin de les aider à améliorer la qualité de leurs services et l'efficacité de leur action, et pour participer aux réformes de la justice entamée en Tunisie. C'est dans ce contexte que travaille actuellement la mission d'Avocats Sans Frontières en Tunisie, par la mise en œuvre de plusieurs projets en partenariat avec des acteurs tunisiens (ONG de droits humains et professionnels du droit) : il s'agit à la fois de les accompagner dans la réforme de la justice, dans la réalisation de la justice transitionnelle, dans le respect et la défense des droits humains, dans la protection des acquis constitutionnels et dans la création de services d'aide légale accessibles et de qualité pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Position de la fonction et responsabilités

En décembre 2017, ASF a démarré un projet qui vise à promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des réformes du système judiciaire, avec un accent particulier sur le volet pénal, sur base des acquis constitutionnels et dans le respect des droits de l'homme. Ce projet vise à appuyer les mesures concrètes pour appuyer la promotion des droits et des garanties constitutionnelles visées dans la stratégie nationale du Ministère de la Justice de 2014-2019 en ce compris la révision des codes pénal et de procédure pénale. Malgré ces engagements, l'action politique reste assez lente et les institutions sont résistantes aux changements. Une analyse complète sur les performances du système judiciaire n'est pas disponible car peu de données sur la capacité du système de justice existent. En parallèle, il est important de renforcer l'inclusion et en particulier la mise sur pied d'un dialogue institutionnel qui inclut une participation élargie des professionnels du droit et de la société civile. Ce projet a été reconduit sur la période 2020 – 2021 afin de poursuivre ces efforts de réforme.

L'objectif de ce projet est de créer une capacité à générer et à utiliser des données issues d'un monitoring judiciaire pour mesurer l'impact et améliorer l'analyse pour informer le dialogue, et de surcroît, plaider pour les réformes judiciaires. Dans ce sens, le projet vise à créer une

capacité à collecter et analyser des données sur le fonctionnement du système judiciaire et à illustrer les obstacles et les vices des dispositions légales qui par exemple, exposent les groupes vulnérables et/ou entraînent des sanctions disproportionnées. Le projet vise, par ailleurs, à impulser une dynamique positive autour de la réforme pénale, en particulier à la lumière de l'adoption du projet du code des procédures pénales en 2019.

Pour appuyer la mise en œuvre des activités de ce projet, ASF recherche un(e) coordinateur(rice) projet.

Le/la coordinateur (trice) de projet travaille sous la supervision du Coordinateur des Programmes, et sous la supervision générale de la Directrice Pays.

Description des tâches

Le/la coordinateur (trice) de projet est responsable de la bonne mise en œuvre et du suivi du projet « Réforme du système judiciaire ».

1. Responsabilité opérationnelle :

- Il/elle planifie de manière hebdomadaire les activités et met à jour le chronogramme ;
- Il/elle est responsable de la mise en œuvre des activités, telles que validées avec le supérieur hiérarchique et notamment :
 - Elaboration et mise en place d'un système de collecte de données judiciaires en ce compris identifier des axes et des thématiques de recherche, et développer la méthodologie de collecte et d'analyse des données ;
 - Identification et organisation d'un renforcement de capacités d'un pool d'avocats dans le domaine de la collecte d'indicateurs sur l'état de droit, l'observation des procès et sur les aspects pratiques en matière de litiges relatifs aux droits de l'homme ;
 - Mise en place et suivi d'un dispositif d'assistance judiciaire pour appuyer certains dossiers thématiques et d'analyse du contentieux stratégique ;
 - Rédaction de rapports d'analyse et de papiers de positionnement sur la base des données et d'analyse des jugements et leur publication sur un site ;
 - Organisation de tables rondes et de conférences de presse.
- Il/elle prépare la planification des dépenses et les demandes de trésorerie ;
- Il/elle assure la bonne exécution des projets au regard des indicateurs définis dans le cadre logique ;
- Il/elle identifie et capitalise les leçons apprises du projet ;
- Il/elle gère le budget en faisant un suivi régulier de l'état des dépenses par rapport aux budgets alloués et prévisions programmatiques, sur la base des outils existants (demandes de trésorerie, budget opérationnels, suivi budgétaire) ;
- Il/elle participe à la réunion mensuelle avec l'AFL (Administrateur Financier et Logistique) sur le suivi budgétaire ;
- Il/elle rédige de façon mensuelle les rapports d'activités réalisées et les valide avec le supérieur hiérarchique ;
- Il/elle rédige les rapports ad hoc : de mission, de suivi, d'encadrement, etc.
- Il/elle préparer les rapports narratifs bailleurs dans les délais impartis et selon la périodicité demandée et veille à la préparation des rapports financiers ;
- Il/elle participe à l'élaboration du dispositif de suivi-évaluation d'ASF et à la collecte de données afférant.

2. Responsabilité stratégique :

- Il/elle contribue activement à la pérennisation des actions d'ASF, en proposant, notamment, des projets et des notes conceptuelles ;
- il/elle est en mesure de développer une vision sur l'ensemble de l'organisation dans tous ses aspects (management, image, RH, finances...) et cela dans toutes les composantes de l'association (l'ensemble des départements, siège...).

3. Responsabilité extérieure

- Il/elle organise et anime les échanges et les cadres de travail avec les partenaires de la société civile d'ASF ;
- Il/elle exerce une supervision fonctionnelle des ressources humaines du/des partenaires ;
- Il/elle encadre le travail avec les partenaires d'ASF en matière de planification et le suivi des activités ;
- Il/elle organise et anime des réunions de présentation des projets aux organisations de la société civile (OSC) partenaires ;
- Il/elle établit et entretient les relations avec des « cadres » des organisations, et épisodiquement avec des personnalités plus influentes, avec des bailleurs de fonds ;
- Il/elle contribue activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie d'influence et de plaidoyer liée à son projet ;
- Il/elle assure la veille politique et juridique relative au sujet du projet ;
- Il/elle organise des sessions de travail avec la société civile et les acteurs institutionnels ;
- Il/elle Contribue à l'élaboration de la stratégie de plaidoyer et définit les positionnements en lien avec les problématiques sur **la Réforme du système judiciaire** ;
- Il suit toute l'actualité dans les domaines pertinents et établit des relations avec les partenaires nationaux et internationaux impliqués ;
- Il/elle contribue aux relations médias liées à son projet.

Autres

- Toutes autres tâches pertinentes au regard de la bonne exécution du projet demandées par ses supérieurs hiérarchiques.

Profil recherché

- Bac + 5 - Licence universitaire / Master en Droit /Avocat(e);
- Excellente capacité à conduire des recherches sur des questions juridiques ;
- Excellentes capacités rédactionnelles en français et en arabe ;
- Expérience dans le domaine de la Justice (grand plus) ou des droits humains en Tunisie ;
- Excellente connaissance du système judiciaire et de la législation tunisienne ;
- Bonne connaissance du contexte politique, économique, social et des stratégies d'acteurs ;
- Connaissance de la société civile Tunisienne ;
- Aptitude à prendre des initiatives ;
- Capacité à travailler sous pression ;
- Expérience en gestion de projet ;
- La connaissance de l'anglais est un atout ;
- Maîtrise de l'outil informatique, notamment les logiciels usuels (Word, Excel, Outlook, Power point etc.) ;

- Flexibilité quant aux horaires, aux visites, et une disponibilité importante (joignable certains week-end ou soirée en cas d'urgence)
- Disponible pour faire des déplacements dans le Grand Tunis et dans les régions couvertes par le projet

ainsi que les **savoirs être** suivants:

- partage des valeurs d'ASF (intégrité, valeurs universelles des droits de l'homme),
- avoir une sensibilité interculturelle
- capacité d'établir une bonne communication à l'oral et à l'écrit
- esprit d'équipe ;
- rigueur, flexibilité, persévérance et sens de la diplomatie et de la négociation ;
- prise d'initiatives et autonomie ;

Nous offrons

- Contrat de travail à durée déterminée de 12 mois, renouvelable ;
- Période d'essai de trois mois ;
- Rémunération compétitive selon expérience ;
- 18 jours de congés payés par an et 24 à partir de la deuxième année de contrat ;
- Tickets restaurant d'une valeur de 150 dinars par mois ;
- Assurance groupe prise en charge par ASF.

Pour postuler

Merci d'envoyer les documents suivants :

- CV
- Lettre de motivation

A envoyer au plus tard le **30 novembre 2020**, en précisant "**ASF-CP-RSJ**" en objet, à l'adresse suivante : tun-job@asf.be.

NB : En raison de l'urgence de pourvoir cette position, ASF se réserve le droit d'entamer la procédure de sélection avant la fin l'échéance. Il est donc conseillé de soumettre sa candidature dans les meilleurs délais et de ne pas attendre l'échéance.

Les dossiers incomplets ne seront pas pris en considération.

CV vidéo acceptés !

Pour des raisons de ressources humaines limitées, seul.e.s les candidat.e.s présélectionné.e.s seront contacté.e.s par ASF. Merci pour votre compréhension.